



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

LE PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE



Sommaire

- p. 02 Un faible dynamisme démographique
- p. 03 Un tissu économique porté par les TPE
- p. 04 Un avenir incertain pour l'emploi
- p. 05 Le profil des emplois du territoire
- p. 06 Plus d'une offre d'emploi sur deux se répartit sur quatre domaines professionnels
- p. 07 Une réduction du potentiel d'emploi
- p. 09 La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe
- p. 10 La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018 - Le chômage de très longue durée perdure
- p. 11 Les mutations du marché du travail - Près de 12 900 reprises d'emploi en 2019
- p. 12 Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022
- p. 13 2 100 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation en région
- p. 14 59% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 15 Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
- p. 16 En résumé
- p. 17 Méthodologie

L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

La crise sanitaire de la COVID-19 et le confinement associé, qui a duré du mardi 17 mars au lundi 11 mai, ont entraîné l'arrêt de nombreuses activités économiques. En termes économiques, on s'attend donc à des répercussions dans les secteurs phares du département.

Les chiffres clés du territoire :

- ① 165 000 habitants au 1^{er} janvier 2020.
- ② 16 800 établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- ③ 47 360 salariés des secteurs public et privé au 31 mars 2020
- ④ 14 300 offres diffusées sur le site de www.pole-emploi.fr de juillet 2019 à juin 2020.
- ⑤ 9,3% de taux de chômage au 1^{er} trimestre 2020.
- ⑥ 18 760 demandeurs d'emploi toutes catégories au 2^e trimestre 2020 ; 50% de demandeurs d'emploi indemnisés au 1^{er} trimestre 2020.
- ⑦ 17 120 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 2^e trimestre 2020, dont 19% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 10% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 7% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



Un faible dynamisme démographique

Au 1^{er} janvier 2020, le nombre d'habitants du département est proche de 165 200 et ne progresse que très lentement depuis 2012 [cf. [Tableau 1](#)].

La densité de population est de 24 habitants au km² (119 pour FM⁽¹⁾). Cela reste le département le moins peuplé du département.

Par le passé, le département a été plus dynamique sur le plan démographique. Entre 2007 et 2012, la population affiche un rythme de progression supérieur (+0,65%) à celui de la période 2012 - 2017 avec +0,33% en moyenne par an. Ce faible accroissement est exclusivement dû au mouvement migratoire (+0,48%) tandis que le solde naturel est en recul (-0,15% pour l'écart entre naissance et décès).

Au 1^{er} janvier 2020, les moins de 25 ans restent moins nombreux dans les Alpes-de-Haute-Provence qu'en France métropolitaine, ils représentent 25% de la population (29% FM). À l'inverse, les 50 ans et plus comptent pour une part plus importante dans le département (49%), dont 25% (20% FM) pour les plus de 65 ans.

⁽¹⁾ FM : France métropolitaine

Tableau 2

Estimation de la population active au 1^{er} janvier 2017

	Nombre d'habitants		Poids	
	France métro.	Alpes-de-Haute-Provence	France métro.	Alpes-de-Haute-Provence
15-24 ans	3 069 900	6 500	10%	9%
25-54 ans	22 321 000	51 200	75%	72%
55-64 ans	4 499 500	13 000	15%	18%
Ensemble	29 890 400	70 700	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2012 et 2017 : davantage de cadres et professions intellectuelles supérieures (+0,7 pt), de professions intermédiaires (+1,1pt) et moins d'ouvriers (-1,3 pt).

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 1

Estimation de la population au 1^{er} janvier 2020

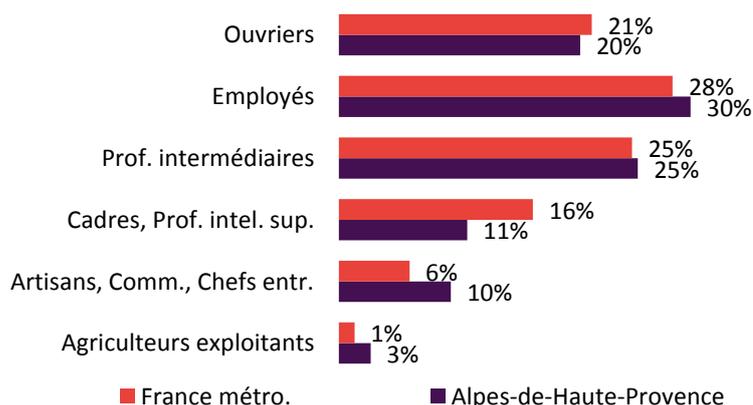
	Nombre d'habitants		Poids	
	France métro.	Alpes-de-Haute-Provence	France métro.	Alpes-de-Haute-Provence
Hommes	31 378 900	80 600	48%	49%
Femmes	33 519 100	84 600	52%	51%
- 25 ans	19 025 900	40 500	29%	25%
25-49 ans	19 944 700	44 200	31%	27%
50 ans & +	25 927 300	80 600	40%	49%
Ensemble	64 898 000	165 200	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

La population du département reste vieillissante. Après le Var, la part des plus de 65 ans est la deuxième plus élevée de la région.

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2017

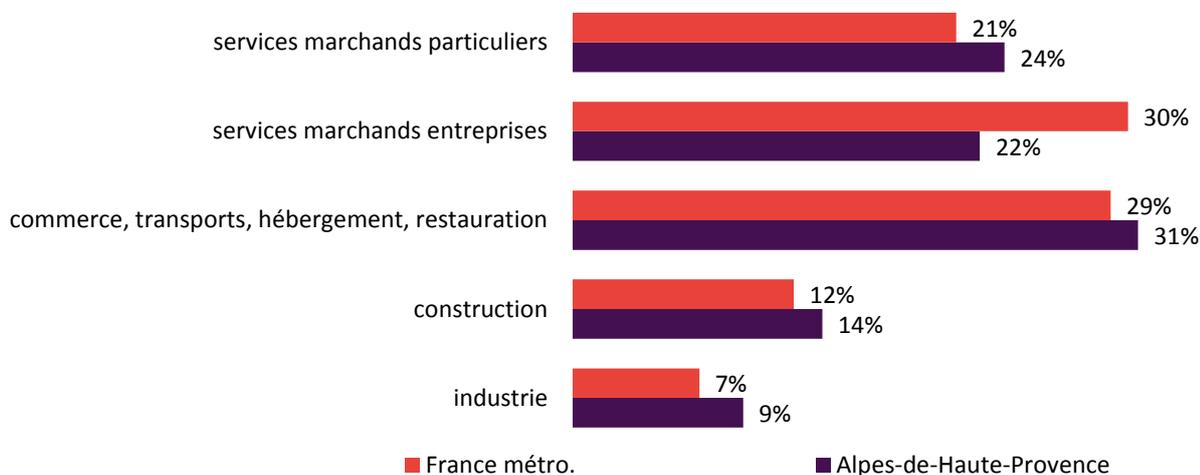


Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 16 800 établissements composent les activités marchandes du département hors agriculture, soit 0,3% de l'ensemble des établissements de France métropolitaine. Fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est supérieur à celui de France métropolitaine (74% contre 66%). L'économie départementale est orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes [cf. Graphique 2]. Selon l'INSEE, l'économie du territoire est portée par les secteurs tertiaires. Les activités touristiques, plus ou moins saisonnières, sont nettement surreprésentées. Le secteur public est un important pourvoyeur d'emplois.

Graphique 2

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

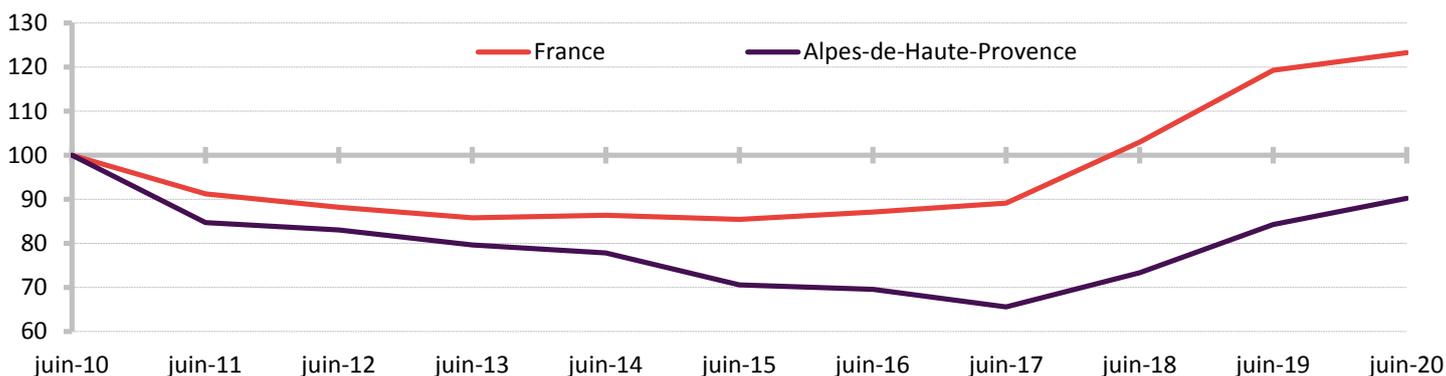
Le tissu économique du département est marqué par l'importance des entreprises de moins de 10 salariés (96% contre 94% FM en 2015). Le taux de créations d'entreprise est de 10% en 2017 (13% FM).

À fin juin 2020, le volume de créations de micro-entreprises sur 12 mois augmente sur un rythme plus modéré que l'an passé (de +13% sur le département et de +5% en France) pour atteindre un niveau proche de celui de 2014. Cette croissance découle notamment d'un contexte politique plus favorable avec des projets tel que la loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises) [cf. Graphique 3]. Le volume global de créations d'entreprise poursuit la hausse amorcée en 2017 et dépasse le niveau de 2011.

Dans le même temps, le nombre de défaillances sur douze mois diminue de -47% (-25% France), pour s'établir à 70 dans les Alpes-de-Haute-Provence. Le dispositif de chômage partiel, mis en place et financé pleinement par l'État, a probablement contribué à cette baisse.

Graphique 3

Évolution du cumul 12 mois des créations d'entreprise - indice base 100 au 30 juin 2010



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - données brutes

Un avenir incertain pour l'emploi

À fin juin 2020, 47 360 personnes sont salariées dans les Alpes-de-Haute-Provence, que leur employeur soit privé ou public. À fin décembre 2018, l'INSEE chiffre à 13 600 le nombre de salariés de la fonction publique, soit 28% de l'emploi total départemental (21% FM). Il y a proportionnellement plus de fonctionnaires dans la fonction publique hospitalière qu'en France métropolitaine (24% vs 22%).

Sur le passé récent, les aides en faveur de l'emploi ont été modifiées. Les CIE étant supprimés, 300 embauches en Parcours Emploi Compétences (PEC) ont été contractées en 2019 dans les Alpes-de-Haute-Provence [cf. [Tableau 3](#)].

Tableau 3

Entrées en contrat aidé en 2019

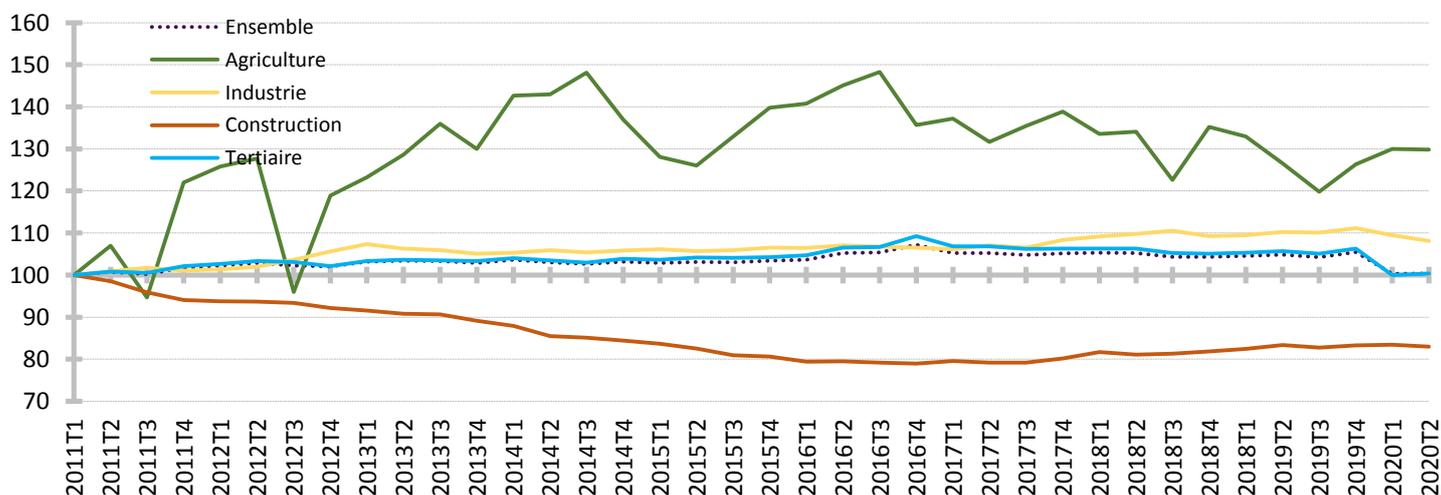
	France métro.	Alpes-de-Haute-Provence
Contrats uniques d'insertion / Parcours emploi compétences	78 400	300
Contrats à durée déterminée d'insertion	173 100	400
Contrats d'apprentissage	347 400	900
Parcours contractualisés d'accompagnement vers l'emploi	321 300	500
Garanties jeunes	91 400	100

Source : DIRECCTE, Politiques d'aide à l'emploi

Dans les Alpes-de-Haute-Provence, le nombre de salariés a peu varié entre 2011 et 2020, au point qu'il est au même niveau. Le nombre de salariés diminue de -4,3% par rapport à fin juin 2019 (-2,3% au national) [cf. [Graphique 4](#)]. Le secteur de la construction reste stable depuis 2 ans, tout comme l'industrie. Cependant, le niveau d'emploi de ces secteurs avaient jusqu'alors une tendance inverse. La construction baissait jusque fin 2017 et l'industrie progressait jusqu'au 3ème trimestre 2018. L'agriculture quant à elle, fortement saisonnière a progressé jusqu'en 2016 pour décroître depuis. Le recours à l'intérim a fortement diminué depuis un an, avec un recul de -24% entre juin 2019 et juin 2020 pour s'établir à 2 430 salariés au deuxième trimestre 2020. Ces baisses sectorisées de l'emploi sont les prémices des effets de la crise sanitaire.

Graphique 4

Évolution de l'emploi salarié total par grand secteur (indice de référence au 31 mars 2011 = 100)



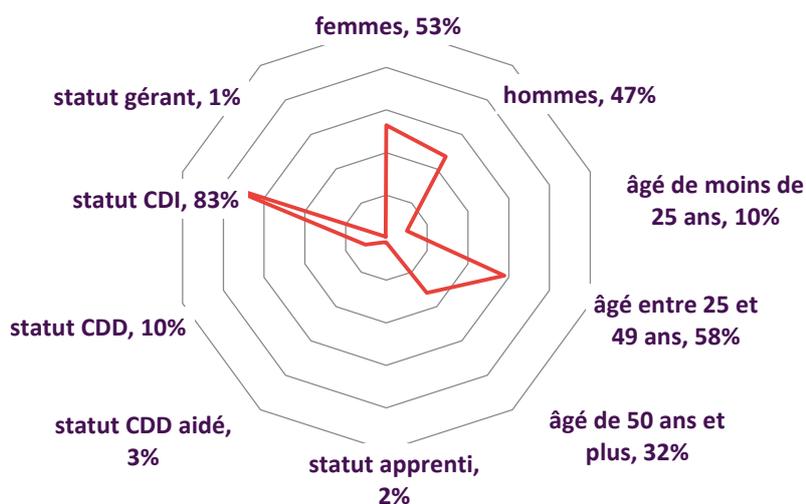
Source : INSEE, Estimations d'emploi trimestrielles



Le profil des emplois du territoire

Graphique 5

Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 4

Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Quotité de travail de moins de 25%	5%	2%	4%
Quotité de travail entre 25% et 50%	5%	2%	4%
Quotité de travail entre 50% et 75%	15%	6%	11%
Quotité de travail de 75% et plus	14%	3%	9%
Temps plein	61%	87%	73%

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 5

Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	5 900	17%
Hypermarchés	1 000	3%
Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	1 000	3%
Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	900	3%
Action sociale sans hébergement n.c.a.	700	2%
Activités hospitalières	700	2%
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	600	2%
Aide à domicile	600	2%
Restauration traditionnelle	600	2%
Nettoyage courant des bâtiments	600	2%
Ensemble	34 900	100%

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

À fin 2016, 34 900 personnes étaient salariées dans les Alpes-de-Haute-Provence, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 5]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans, de sexe féminin, en CDI.

39% des femmes travaillent à temps partiel, contre 13% pour les hommes. 10% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (4% des hommes) [cf. Tableau 4].

L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1^{er} secteur employeur du département en NACE 700. Viennent ensuite les secteurs de la grande distribution et la fabrication de parfums et d'autres produits chimiques organiques de base [cf. Tableau 5].

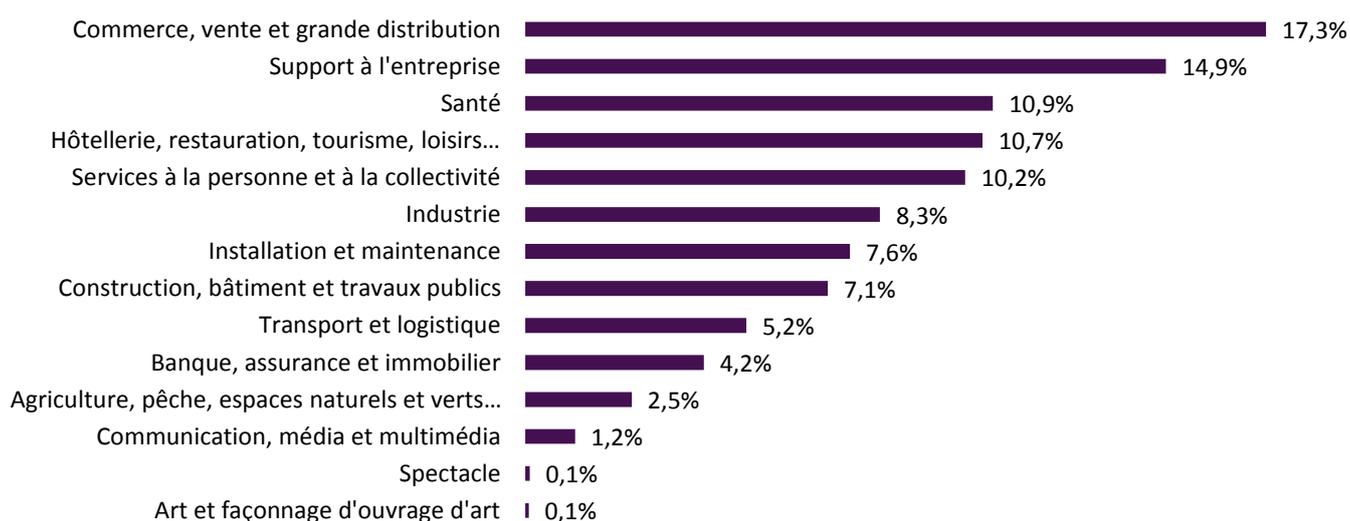
Plus d'une offre d'emploi sur deux se répartit sur quatre domaines professionnels

Afin d'accroître la transparence du marché du travail, Pôle emploi a mis en place en 2015 un agrégateur des offres d'emploi. Les offres d'emploi diffusées par Pôle emploi et publiées sur le site internet de Pôle emploi proviennent ainsi de deux sources : les offres déposées directement à Pôle emploi par les employeurs et les offres transmises à Pôle emploi par des sites partenaires pour rediffusion.

De juillet 2019 à juin 2020, 14 300 offres d'emploi ont été diffusées sur le site de Pôle emploi dans les Alpes-de-Haute-Provence avec une évolution de +20% au regard de l'année précédente. 39% de ces offres ont été collectées par Pôle emploi et 61% transmises par des sites partenaires. Sur cette même période, les métiers du commerce, vente et grande distribution, du support à l'entreprise et de la santé enregistrent le plus grand nombre d'offres diffusées avec respectivement 17%, 15% et 11% [cf. Graphique 6].

Graphique 6

Répartition par métier agrégé des offres d'emploi diffusées sur le site de Pôle emploi de juillet 2019 à juin 2020



Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 6

Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres diffusées)

Rang	Métier	Volume	Poids
1 ^{er}	Comptabilité	490	4%
2 ^e	Médecine généraliste et spécialisée	400	3%
3 ^e	Mise en rayon libre-service	360	3%
4 ^e	Soins d'hygiène, de confort du patient	330	2%
5 ^e	Personnel de cuisine	310	2%

Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Impacts de la crise sanitaire sur les offres diffusées à Pôle emploi :

Compte-tenu du fait que les offres provenant des partenaires sont dépendantes des caractéristiques de ces derniers telles que la spécialisation par secteur, la popularité des sites, etc..., il convient d'analyser indépendamment les deux composantes des offres diffusées.

Le nombre d'offres diffusées sur les douze derniers mois à fin juin 2020 est de 14 300.

En ce qui concerne le nombre d'offres déposées à Pôle emploi, qui est une grandeur comparable dans le temps, il ressort de la crise sanitaire une baisse de -6% sur les douze derniers mois à fin juin 2020, soit un total de 5 600.

EN SAVOIR PLUS

- Offres diffusées par Pôle emploi en région ([lien](#))



Une réduction du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte défavorable. En effet, à fin juin 2020, le nombre de déclarations d'embauche sur les douze derniers mois diminue de -16% sur un an et s'établit à 131 100 unités [cf. Tableau 7]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (81 200 soit 62% des DPAE), les secteurs de la santé humaine et action sociale (9 130 soit 7% des DPAE et 18% des DPAE hors intérim), de l'agriculture (7 770 soit 6% des DPAE et 16% des DPAE hors intérim) et de l'hébergement restauration (7 520 soit 6% des DPAE et 15% des DPAE hors intérim) sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ils utilisent majoritairement les contrats précaires.

Tableau 7

DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2019 et juin 2020)

	Volume	Poids	Évolution
Contrats de moins d'un mois	29 200	22%	-7%
Missions intérimaires	81 200	62%	-22%
Contrats de six mois et plus	8 700	7%	-7%
-Autres- (*)	12 000	9%	
Ensemble	131 100	100%	-16%

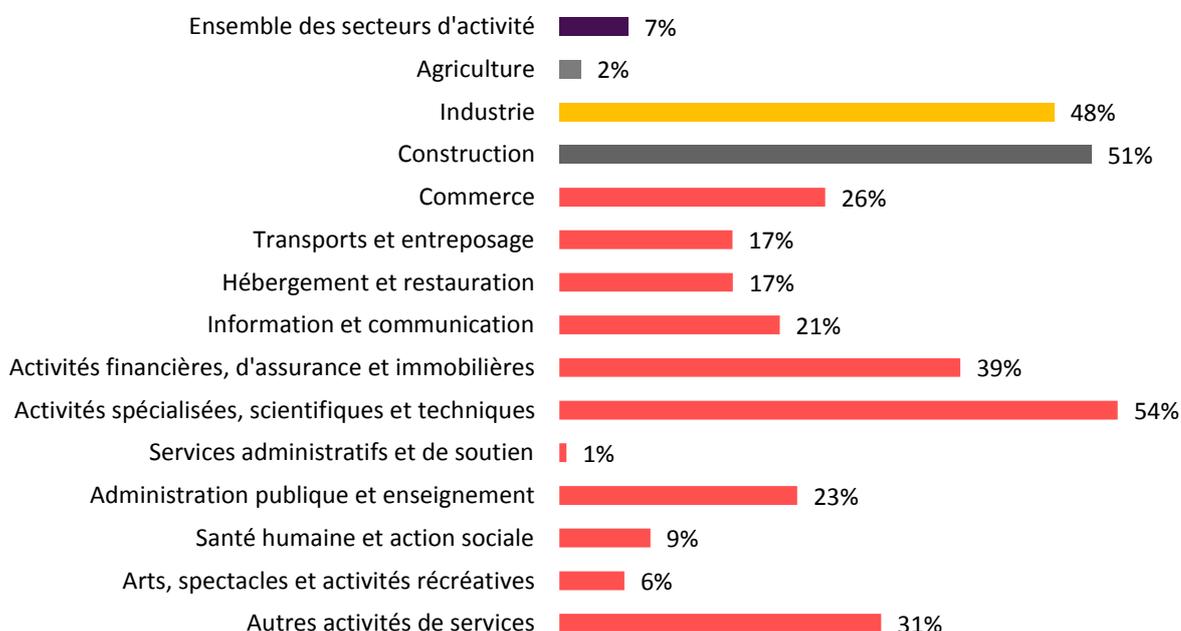
(*) Autres comprend les "1-5 mois" et les "non renseignés"

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 7% des DPAE. Les entreprises de la construction et des activités spécialisées, scientifiques et techniques (chacune 1% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 51% et 54%. Le secteur du commerce (5% des DPAE et 12% des DPAE hors intérim) a recours dans pratiquement un quart des cas à de l'emploi durable [cf. Graphique 7].

Graphique 7

Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



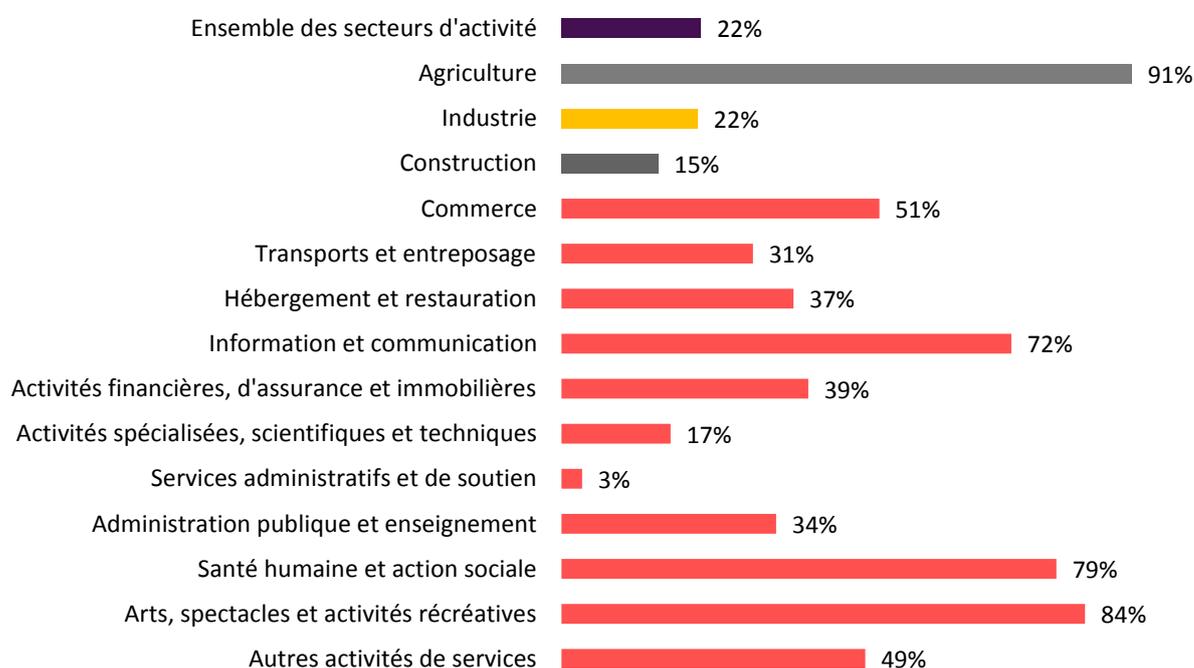
Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche



Deux DPAE sur dix concernent des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 8], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture, le spectacle respectivement 16% et 5% des DPAE hors intérim). Le secteur de la santé humaine et action sociale présente aussi une part de contrats courts.

Graphique 8

Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Impacts de la crise sanitaire sur les DPAE à Pôle emploi :

Sur les douze derniers mois et essentiellement sur le dernier trimestre, pendant lequel s'est déroulé le confinement, la plupart des sous-secteurs, exceptés celui de l'administration publique et de la santé humaine et action sociale, ont effectué moins de recrutements que sur la période annuelle précédente.

L'administration publique a recruté 2 500 contrats, soit +7% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. Les transports et entreposage ont embauché 2 380 personnes, soit +85% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. Ces augmentations sont cohérentes avec la crise sanitaire et le maintien de certaines activités. A contrario, certaines ont dû s'arrêter, réduisant les opportunités d'embauche, notamment dans l'hébergement restauration (-14%) et des arts, spectacles et activités récréatives (-25%). En effet, les cafés restaurants ont été fermés, les spectacles et manifestations ont été annulés. Les établissements de travail temporaire ont pourvu moins d'embauches que sur la période précédente (-21%), témoignant d'une baisse d'activité.

Les intentions d'embauches issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre

Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 :

Cette enquête repose sur les réponses des employeurs, interrogés fin 2019 sur leurs intentions d'embauche et leurs difficultés de recrutement anticipées. Habituellement, l'enquête BMO sert à guider l'action publique en identifiant les métiers et les bassins d'emploi pour lesquels on observe de fortes intentions d'embauche, pouvant nécessiter de mettre en place par exemple des formations ou d'accompagner des mobilités professionnelles. Avec la crise du coronavirus, ces prévisions d'embauche ne sont évidemment plus d'actualité, et cette enquête ne pourra pas avoir le même usage opérationnel que les années précédentes. Cependant, les résultats de cette enquête donnent une information sur la conjoncture et les anticipations des employeurs fin 2019 : à ce titre, ils peuvent être utilisés à des fins d'études et de recherche.

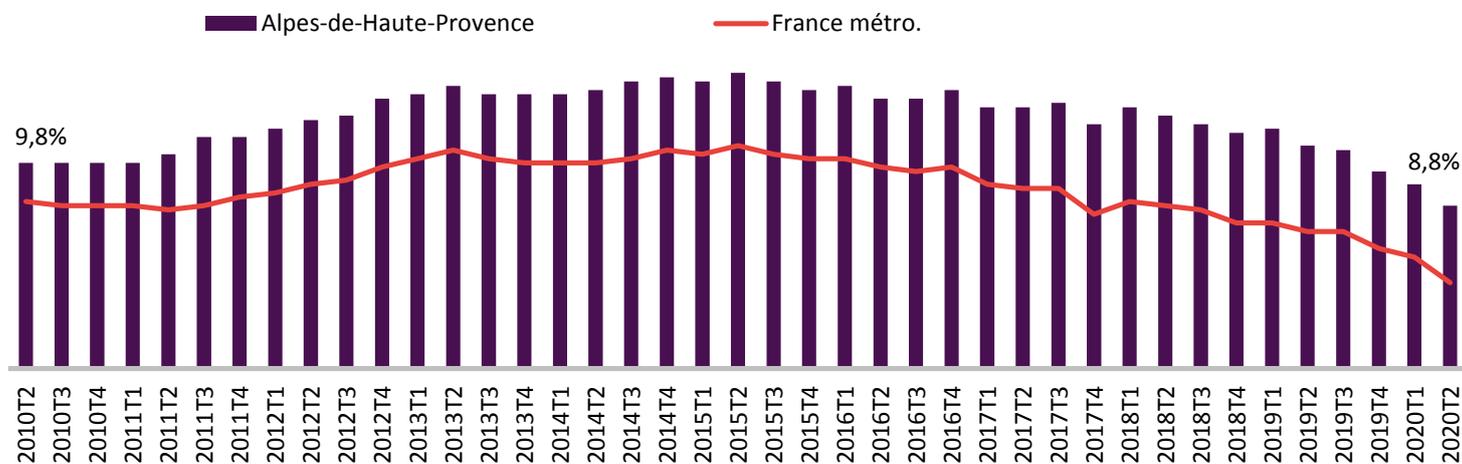


La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018

Les Alpes-de-Haute-Provence restent à la 2^e position dans le classement des taux de chômage les plus élevés de la région, après le Vaucluse. Avec une baisse de -1,4 pt sur un an, le taux de chômage départemental descend à 8,8% au 2^e trimestre 2020 et retrouve un niveau comparable à celui du 3^e trimestre 2007. Il reste cependant supérieur à celui du national (7,0%) [cf. Graphique 9].

Graphique 9

Taux de chômage localisé

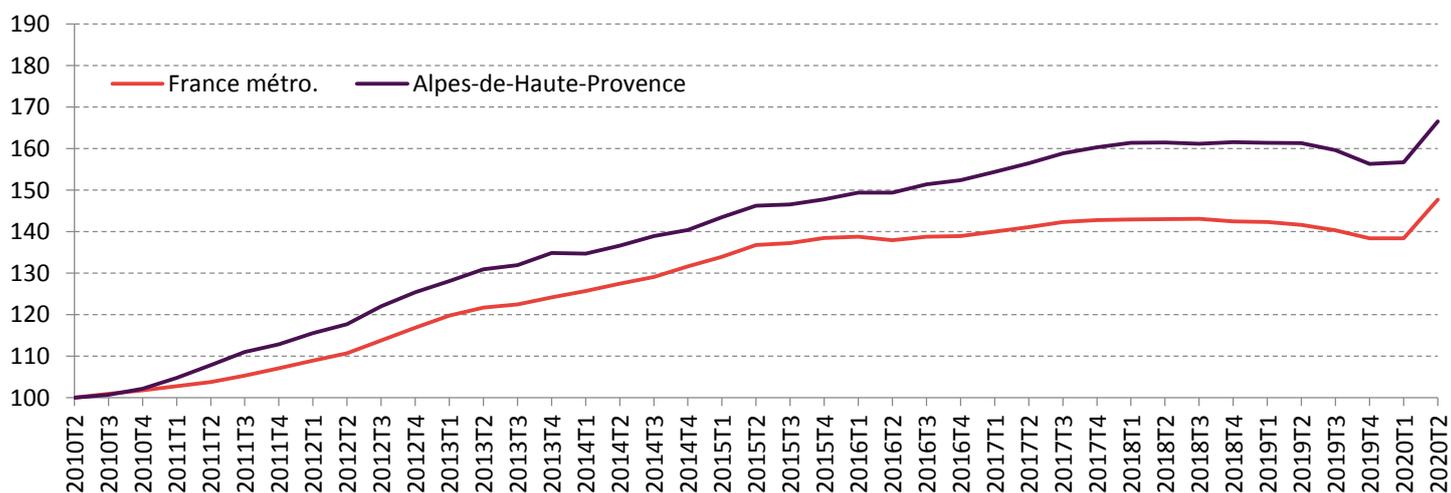


Source : INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d'emploi, le niveau maximum a été atteint en juin 2020 avec 17 120 DEFM cat. ABC (demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles). La baisse amorcée en janvier 2019 du nombre de personnes inscrites à Pôle emploi a été interrompue par le confinement (+3,3% entre juin 2019 et juin 2020). Le département affiche une tendance similaire à la France métropolitaine (+4,2% aussi juin 2019 et juin 2020) [cf. Graphique 10]. Sur les douze derniers mois, les entrées de la liste à Pôle emploi sont supérieures aux sorties de la liste, en raison des mois de mars et avril où les entrées étaient deux fois supérieures aux sorties. La consigne de Pôle emploi pendant le confinement a été de ne pas procéder à des sorties pour radiation administrative.

Graphique 10

Évolution de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS-CJO)

EN SAVOIR PLUS

- Statistiques Trimestrielles du Marché du Travail (STMT) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur



La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe

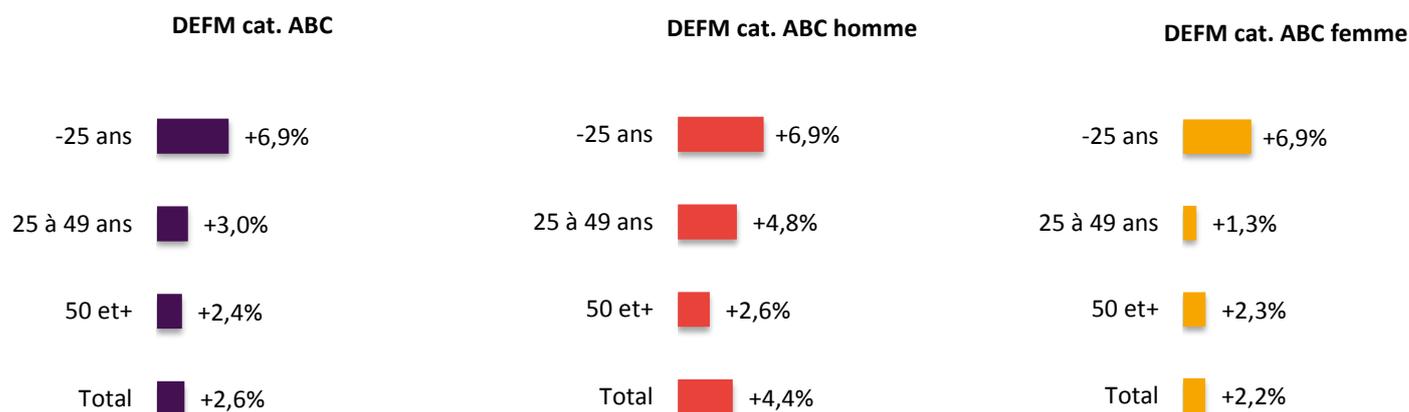
Pour la tranche d'âge 25 à 49 ans, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse au cours de l'année 2019, qui s'est inversée en mars 2020. Mais la demande d'emploi des moins de 25 ans a été la plus impactée par cette hausse alors que les autres tranches d'âge connaissent un accroissement deux fois et demi plus lent. C'est également le cas pour celle des hommes dont l'augmentation a été deux fois plus importante que celle des femmes qui sont pourtant plus nombreuses.

Ainsi, la population des moins de 25 ans était stable depuis fin 2017 mais connaît une hausse plus marquée au 2^e trimestre 2020 pour se chiffrer à 2 170 personnes (soit +140 sur un an). Les 25-49 ans remontent à 9 960 (+ 290) et les seniors affichent un niveau jamais atteint (4 990, soit + 120).

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (13%) dans la demande d'emploi (14% FM) [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution (juin 2019 - juin 2020) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

Le chômage de très longue durée perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a doublé en huit ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le département qu'au niveau national. 4 900 personnes sont touchées par ce phénomène au 2^e trimestre 2020, soit 29% de la DEFM cat. ABC.

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage, calculé par Pôle emploi (ICDC), évalue l'incidence de la conjoncture économique sur le marché du travail et les opportunités offertes pour sortir de la liste des demandeurs d'emploi. Si la conjoncture économique au 2^e trimestre 2020 se maintenait dans les Alpes-de-Haute-Provence, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit plus de 24 mois consécutifs à Pôle emploi (730 jours). Sur un an, cet indicateur augmente de 332 jours, soit 47 semaines.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 5 700 à fin juin 2020, en hausse de +7,9% sur un an.



EN SAVOIR PLUS

- Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi ([lien](#))

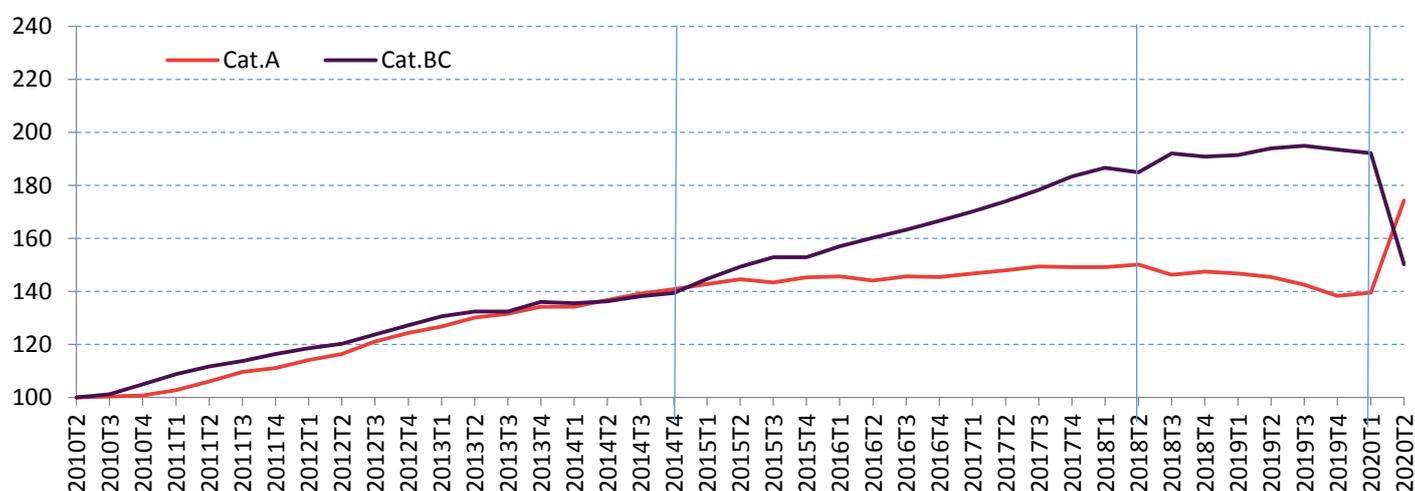


Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2014, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. De 2015 à 2017, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuivait sa hausse tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) se stabilisait. Depuis juin 2018, la catégorie BC se stabilisait tandis que la catégorie A diminuait. La crise sanitaire a inversé ces tendances. Les bascules entre les catégories de demandeurs d'emploi A et BC impactent fortement l'amplitude des évolutions de chacune, dans un sens contraire à la tendance des précédents mois [cf. Graphique 12].

Graphique 12

Évolution (juin 2010 - juin 2020) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

Près de 12 900 reprises d'emploi en 2019

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ACO1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 8].

L'impact négatif de la crise sanitaire a commencé à se manifester sur cet indicateur au 1^{er} trimestre 2020 avec un recul annuel de -19%.

Tableau 8

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ACO1 en 2019

	Volume	Poids	Évolution
Reprise d'emploi déclarée	920	7%	+6,6%
Passage en C	3 460	27%	+1,8%
Passage en E	20	0%	-0,5%
AFPR / POE	210	2%	-1,4%
DPAE durable	3 480	27%	+0,2%
DPAE non durable	4 800	37%	+3,2%
Ensemble des reprises d'emploi	12 900	100%	+2,1%

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes – ACOSS, DPAE



Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail,
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance,
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an. Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). 9 300 personnes dans le département sont ciblées « PIC », soit 56% des DEFM cat. ABC [cf. Tableaux 9 et 10]. La part de public PIC, par rapport à la demande d'emploi de catégorie ABC, est plus importante pour les 50 ans et plus, les demandeurs d'emploi de longue durée, bénéficiaires de l'obligation d'emploi et ceux résidant en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV).

Tableaux 9 et 10

Caractéristiques du public PIC en juin 2020

France métropolitaine	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	2 821 100	52%	1 404 500	48%	50%
Moins de 25 ans	664 600	12%	331 600	11%	50%
50 ans et plus	1 422 600	26%	941 900	32%	66%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	2 611 400	48%	1 476 300	50%	57%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	495 200	9%	350 900	12%	71%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	714 100	13%	487 400	17%	68%
Ensemble des DEFM cat. ABC	5 417 800	100%	2 947 000	100%	54%

Alpes-de-Haute-Provence	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	8 600	52%	4 300	46%	50%
Moins de 25 ans	2 000	12%	1 100	12%	55%
50 ans et plus	4 900	30%	3 200	34%	65%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	8 300	50%	4 700	51%	57%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	1 600	10%	1 100	12%	69%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	1 100	7%	800	9%	73%
Ensemble des DEFM cat. ABC	16 500	100%	9 300	100%	56%

Source : Pôle emploi, STMT données brutes au 30 juin 2020

Les entrées en formation (données régionales)



Source : Pôle emploi, Bilan du PIC

EN SAVOIR PLUS

- Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences

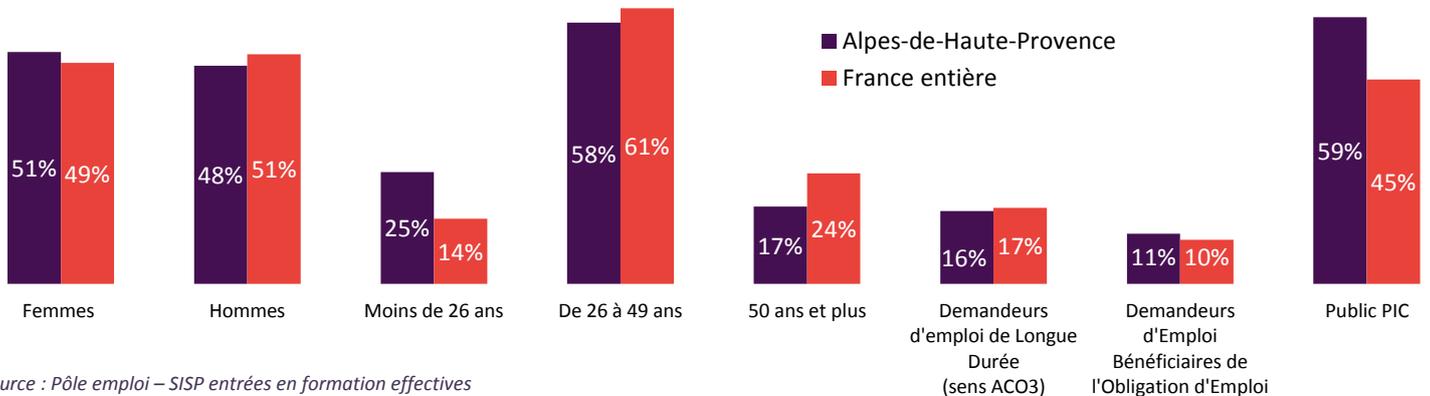


2 100 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019

En 2019, ce sont plus de 2 100 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le département. Les Alpes-de-Haute-Provence représentent 3% des entrants en formation de la région. Le profil départemental des entrants en formation diffère du profil national [cf. Graphique 13]. La part des jeunes et du public PIC y est plus importante, en revanche il y a nettement moins de seniors.

Graphique 13

Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2019



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

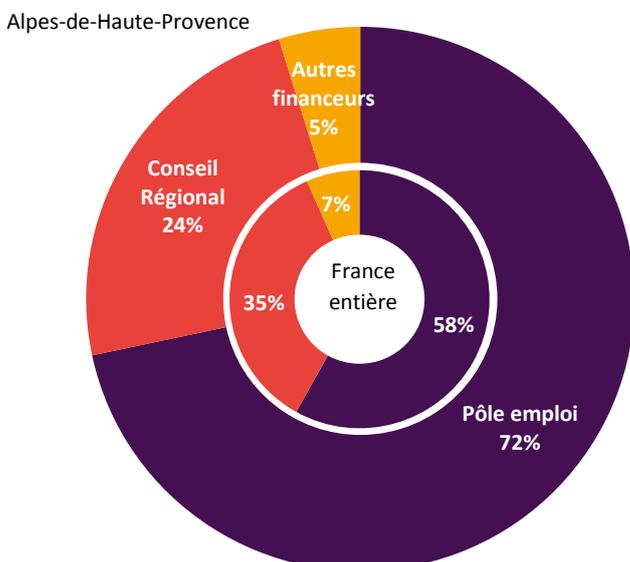
Pôle emploi est le principal prescripteur de formation en région

72% des formations du département sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie. Les Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites dans les Alpes-de-Haute-Provence (32% des aides contre 11% seulement au national). Les formations du Conseil Régional suivent avec 24% des aides contre 35% dans le pays. Les formations des Actions Individuelles de Formation (AIF) représentent 23% des aides (32% pour France entière) [cf. Graphique 14].

Les principaux champs de formation sont le transport, le secrétariat assistance, l'action sociale, le développement personnel et la santé secteur sanitaire. Ces cinq principaux champs [cf. Tableau 11] représentent quatre entrées en formation sur dix en 2019.

Graphique 14

Les principaux financeurs de formation



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Tableau 11

Les principaux champs de formation

Champ de formation	Entrées en formation	Part (en %)
Transport	171	8%
Secrétariat assistantat	169	8%
Action sociale	163	8%
Développement personnel et pro	161	8%
Santé secteur sanitaire	150	7%
Ensemble des entrées	2 104	100%

Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))

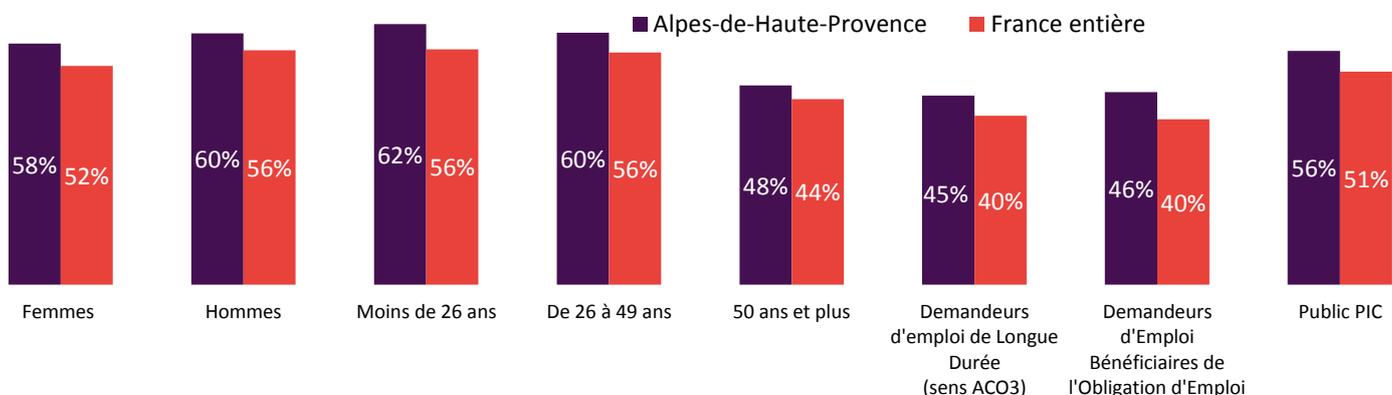


59% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans les Alpes-de-Haute-Provence, plus de 1 690 personnes sont sorties de formation en 2019. Parmi ces individus, 59% ont accédé à un emploi d'au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 15], certains accèdent plus favorablement à l'emploi comme les moins de 26 ans. D'autres comme les seniors, les demandeurs d'emploi de longue durée au sens de l'ACO3 et les bénéficiaires de l'obligation d'emploi sont plus éloignés de l'emploi.

Graphique 15

Taux d'accès à l'emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi



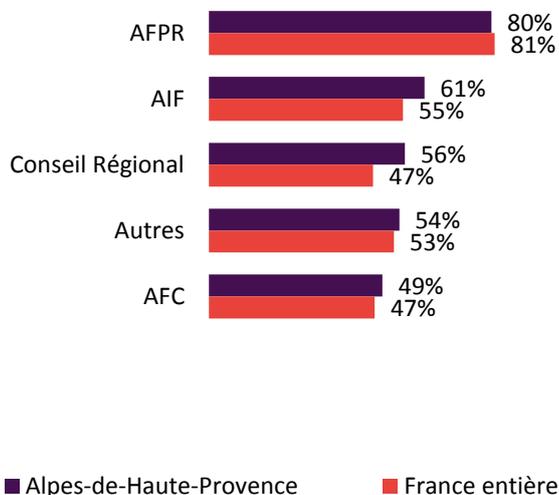
Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISF entrées en formation effectives

Les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l'emploi en 2019 [cf. Graphique 16]. Les AFPR ont le meilleur taux d'accès avec 80%, étant des formations préalables à l'embauche, juste devant les AIF (61%). Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l'emploi sont celui de l'échange et gestion (67%) avec les champs transport, commerce, gestion financière, direction d'entreprise, celui des fonctions de production (69%) avec le champ manutention et celui des services aux personnes (59%) avec les champs santé secteur sanitaire, action sociale, hôtellerie restauration [cf. Tableau 12].

Graphique 16

Les accès à l'emploi selon le type de formation en 2019 (*)



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

(*) Les résultats des aides POEI et POEC n'étant significatifs pour certains départements (moins de 60 sortants de formation), elles ne sont affichées.

Tableau 12

Les principaux domaines par taux d'accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi	Sortants de formation
Services aux personnes	59%	500
Echange et gestion	67%	300
Formation générale, lettres et langues	38%	200
Information, communication	57%	100
Fonction production	69%	100
Total des sortants	59%	1 700

Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives



Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ACO1) et du lieu de résidence par le biais de la Statistique du Marché du Travail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 89% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région et 73% dans le département des Alpes-de-Haute-Provence. [cf. Tableau 13].

Tableau 13

Départements de travail les plus fréquents des DEFM cat. AB inscrits en 2018



Les 5 départements de travail les plus fréquents	
Alpes-de-Haute-Provence	73%
Bouches-du-Rhône	7%
Hautes-Alpes	5%
Var	2%
Alpes-Maritimes	2%

Aide à la lecture :

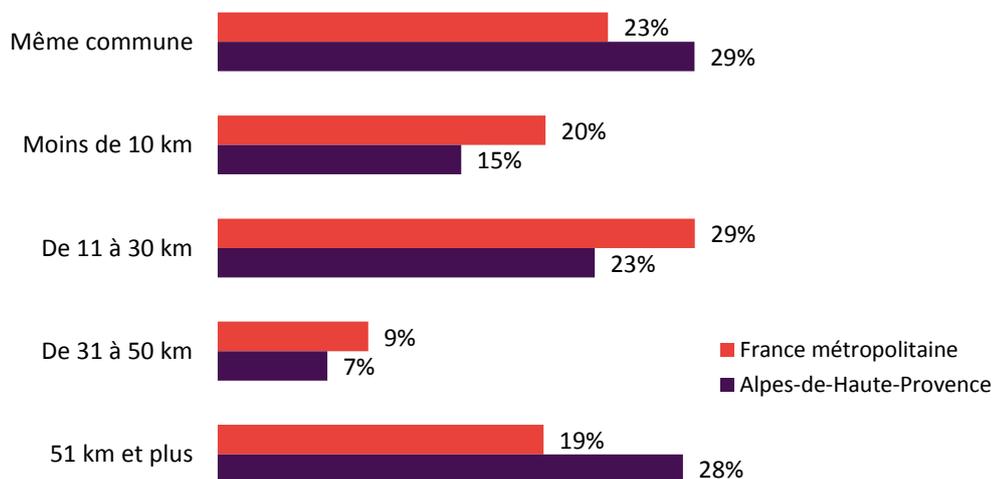
5% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2018 ont trouvé un emploi dans les Hautes-Alpes.

Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du département sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi dans les Alpes-de-Haute-Provence. Pratiquement trois sur dix retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (23% FM), mais quasiment autant ont repris un emploi à plus de 50 km de leur domicile [cf. Graphique 17].

Graphique 17

Répartition des DEFM cat. AB selon leur distance domicile-travail



Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

En résumé

Depuis 2006 le dynamisme démographique n'est plus un marqueur des Alpes-de-Haute-Provence avec un taux de variation annuel de la population de seulement +0,3%. La faible attractivité du département se confirme par un taux de variation annuel dû au mouvement migratoire de +0,5%.

La spécificité de l'emploi présentiel dans les Alpes-de-Haute-Provence (74%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants du département et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi les secteurs de la santé humaine et l'action sociale, de l'agriculture et de l'hébergement restauration sont toujours créateurs d'emploi sur un an.

Avec un taux de chômage de 9,3% au 1^{er} trimestre 2020, la main d'œuvre départementale est touchée durablement par le chômage. Un autre facteur d'exclusion est le manque de ressources des ménages, il affecte d'autant plus les personnes en recherche d'emploi. En 2016, 54% des foyers fiscaux ne sont pas imposés. Le manque de ressources peut aller jusqu'à la pauvreté, 16% des habitants des Alpes-de-Haute-Provence, soit plus d'une personne sur six, vivent sous le seuil de pauvreté. De même, la part du RSA dans la demande d'emploi est de 19% dans le département et un demandeur d'emploi sur deux est indemnisé par l'assurance chômage. Toutefois, malgré un contexte économique et social fragile, la progression de la demande d'emploi suit la courbe nationale. La crise sanitaire a stoppé les perspectives d'amélioration dans le marché du travail et de l'emploi.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 73% des demandeurs d'emploi cat. AB qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans le département et 28% pour un emploi de plus de 50 kms, ce qui est largement supérieur au niveau régional (19%).

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2019, ce sont plus de 2 100 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le département. 59% des sortants de formation ont accédé à un emploi de plus d'un mois au cours des 6 mois qui ont suivi la fin de formation.

Méthodologie

Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de France métropolitaine. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),

Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),

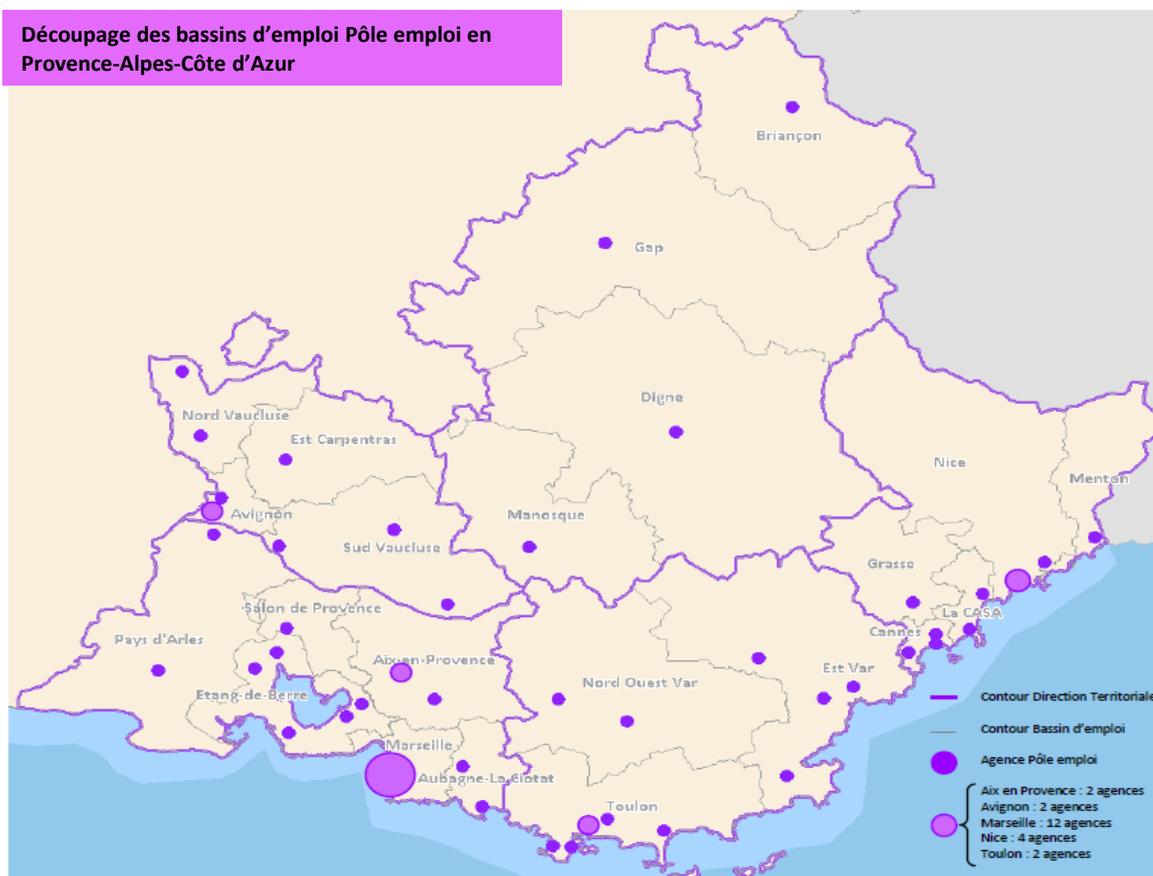
Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),

Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),

Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur la page régionale de www.pole-emploi.org ainsi que les informations nationales sur www.pole-emploi.org.



Directeur de la publication
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation
Caroline KOHSER
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab
Service Statistiques, études et évaluations

www.pole-emploi.org



@Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

